



Construire Ensemble

FLASH INFOS DECEMBRE 2012

Editorial Avec autant de détermination

Tout d'abord, je voudrais revenir sur la crise interne à l'UMP. Comme vous, je suis choqué par ce grand déballage joué par des hommes et des femmes qui partagent les mêmes valeurs et qui devraient n'avoir qu'une idée en tête : défendre notre pays menacé par les errements de la gauche, jusqu'au plus haut sommet de l'Etat.

Car on ne sait plus s'il faut en rire ou en pleurer, mais l'accumulation des erreurs par le pouvoir et ses alliés de gauche tient plus du catalogue « à la Prévert » que d'un programme de gouvernement.

Ces dernières semaines : la menace de nationalisation d'Arcelor désavouée par le Premier ministre, la « liberté de conscience » accordée aux maires par le Président, démenti par l'Elysée, les affrontements autour de l'aéroport de Nantes (projet soutenu par JM. Ayrault) organisés par les écologistes, soutiens du gouvernement, j'en passe et des meilleures...

Et pendant ce temps, la production industrielle s'écroule, le chômage flambe et l'agence de notation Moody's retire son triple A à La France.

Face à une telle situation, quand on est dans l'opposition, il est difficile d'agir :

- une fois que l'on a dénoncé les incohérences de la politique gouvernementale,
- une fois que l'on a mis en garde sur le risque que représentent pour notre société les réformes sociétales que le gouvernement prépare sous la pression de lobbies influents ;

Il faut rester en vigilance et revenir aux fondamentaux : comment aider et soutenir ses concitoyens dans la défense de leur cadre et leurs conditions de vie au quotidien ?

C'est ce que je m'attache à faire, tant à la Région que sur le terrain, avec toujours autant de détermination.

Je vous souhaite à toutes et à tous d'excellentes fêtes de fin d'année et je vous donne rendez-vous à l'année prochaine.

Claude Bodin

Sécurité Délinquance : Flambée hélas prévisible !

"Le Figaro" a affiché les derniers chiffres de la délinquance, pour le mois d'octobre 2012.

Comparés à ceux d'octobre 2011, ils démontrent que les violences ont augmenté de près de 9%, les atteintes aux biens, cambriolages et autres vols de 8% et les infractions économiques et financières de près de 18%.

Les violences crapuleuses sont en hausse de 8,5%, les effractions de résidences principales et secondaires de 16,4%, la criminalité organisée de 7,4%.

Le ministère de l'Intérieur ne dément pas ces chiffres, ni le "phénomène d'accélération dans la dégradation des indicateurs des faits constatés". Il faut dire qu'avec ce qui se passe à Marseille ou en Corse, il lui est bien difficile de faire croire que tout va bien dans le meilleur des mondes.

Claude Bodin :

« Comme à chaque fois que la gauche est au pouvoir, la délinquance flambe !

Et les coups de menton de Manuel Valls n'y changeront rien : les Français sentent bien qu'un certain laxisme s'est emparé du gouvernement, à l'image de la ministre de la Justice, Madame Taubira, que l'on sent plus prompte à excuser les délinquants qu'à protéger les victimes ».

Mariage homosexuel : La mobilisation prend de l'ampleur

Face à la détermination du gouvernement qui veut passer en force sur la réforme de l'institution du mariage, la mobilisation se met en place, avec en novembre deux manifestations ayant rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes.

Les élus locaux ont fait part au Con-

Claude Bodin :

« Je comprends bien que les couples homosexuels ont droit à un statut protégé, au même titre que les autres.

Mais la question sous-jacente est celle de l'adoption d'enfants par une famille avec deux pères ou deux mères.

Un enfant est naturellement le fruit de l'union d'un père et d'une mère, c'est le fondement de notre société. »

grès des maires de leurs fortes réserves sur cette réforme sociétale, conduite sans débat et dans la précipitation.

A tel point que le président Hollande a évoqué pour les maires leur « liberté de conscience ».

L'Elysée a eu beau corriger et les lobbies gay s'indigner, les mots sont dits et le ver est dans le fruit.

Parlement

Mille-feuille administratif : La sauce tourne au vinaigre

Dans sa frénésie de détricoter l'action de Nicolas Sarkozy, le gouvernement a abrogé la réforme votée en 2010 instaurant les conseillers territoriaux qui remplaçaient à la fois les conseillers régionaux et conseillers généraux, solution qui devait apporter plus d'efficacité et réduire de près de la moitié le nombre de ces élus.

M. Hollande a confié à Lionel Jospin une mission d'étude, à travers une énième commission, celle-ci consacrée à la rénovation et la déontologie de la vie publique.

Dans son rapport remis en novembre dernier, l'ancien Premier ministre s'est surtout attaché à la question du cumul des mandats, recommandant l'interdiction de cumul d'un mandat de parlementaire et de membre d'un exécutif local (maire, président de conseil général...).

Adeptes du « faites ce que je dis, pas ce que je fais », les élus socialistes sont devenus de grands cumulards. Cette suggestion a donc fait sortir le groupe socialiste sénatorial de sa torpeur. Par la voix de leur président de groupe, François Rebsamen, les sénateurs ont affirmé leur opposition à cette idée et ont menacé de voter contre le texte s'il venait à être présenté.

Par ailleurs, cette commission n'apporte aucune réponse sur la réduction du mille-feuille administratif qui, de l'avis général, est en train d'étouffer financièrement et fonctionnellement notre pays.

Il est vrai que le nouveau président de la République, qui connaît bien les arcanes du système, a déclaré que le problème n'est pas celui de l'épaisseur du mille-feuille, mais celui de la qualité de la sauce !

Claude Bodin :

« Le rapport Jospin va à la fois trop loin et pas assez. Il serait dangereux que les parlementaires ne soient plus des élus locaux, ce serait la porte ouverte aux apparatchiks des partis qui trahiraient les fonctions électives. On pourrait donc imaginer un seuil maximal pour la taille des collectivités concernées y compris les présidences d'E.P.C.I (syndicats intercommunaux, ...) »

Territoire

Conseil régional : le Val d'Oise oublié par la gauche

Depuis que le projet de transports en commun du Grand Paris a été dévoilé en 2009, Claude Bodin se bat pour que le Val d'Oise ne soit pas le grand oublié de la région Île-de-France.

Depuis le changement de gouvernement, le président du Conseil régional socialiste qui est également le président du STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France) veut avoir la mainmise sur ce projet. Mais sans pour autant s'intéresser au Val d'Oise.

Ainsi, dans le cadre du débat sur le Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) qui s'est déroulé en séance plénière en octobre dernier :

⇒ le prolongement du tramway « T2 » du pont de Bezons jusqu'au carrefour dit « des Martyrs de Chateaubriand » à Cormelles-en-Parisis,

⇒ le prolongement du tramway « T8 » d'Épinay-sur-Seine à Cergy-Pontoise en parallèle de la RD 14,

Ont été refusés par la majorité de gauche du Conseil régional.

Claude Bodin :

« Le Conseil régional veut tout contrôler, alors qu'il est déjà incapable de gérer l'existant en matière de transports en commun. Avec les socialistes, le projet transports du Grand Paris est condamné d'avance ! »

Vols de nuit : Claude Bodin réussit à passer

Lors de la même séance du Conseil régional, Claude Bodin a obtenu par amendement, l'inscription au SDRIF la nécessité d'engager une réflexion sur la réduction des vols de nuit autour de Roissy, comprenant les deux points suivants :

⇒ La réduction progressive du trafic nocturne à l'aéroport Roissy/Charles-de-Gaulle de 23h à 6h du matin, un plan de réduction de ces vols devrait être élaboré dès 2013,

⇒ le plafonnement au niveau actuel (600 000) du nombre de mouvements par an sur l'aéroport de Roissy.

Claude Bodin :

« Avec près de 170 mouvements nocturnes sur la plate-forme Roissy/Charles-de-Gaulle, la situation devient intenable pour les habitants survolés. Rappelons qu'un couvre-feu de 22h à 6h du matin existe déjà, depuis 1968, à Orly ! »

Fiscalité

Retraités :

Eux aussi vont devoir payer

Contrairement à ce qu'avait annoncé le candidat Hollande, ce ne sont pas seulement les 10% des Français les plus riches qui vont devoir contribuer à la réduction des déficits (et à l'incapacité congénitale de la gauche à réduire le train de vie de l'Etat !).

Les retraités vont devoir mettre la main à la poche, avec, dès cet automne, le vote d'une taxe supplémentaire de 0,3% pour les retraités imposables.

Ce n'est sans doute qu'une première étape, si l'on en croit la Cour des Comptes qui veut s'attaquer à l'**abattement de 10% (égal à celui des salariés)** et l'alignement de la CSG des retraités aisés (6,6%) sur celle des salariés.

Claude Bodin :

« En commençant à matraquer les retraités les plus aisés, le gouvernement se place en rupture avec l'esprit traditionnel de la solidarité inter-génération, qui veut que ce soit les actifs qui financent les mesures en faveur des retraités. »

Pour m'écrire ou me rencontrer

1, rue Saint-Flaive prolongée

95120 Ermont

Je tiens une permanence
chaque samedi, de 9h à 12h